

sur quelques passages d'un rapport qui a été publié dernièrement. J'ai par devers moi une brochure intitulée: *The Relief Outlook in Canada for the Winter 1936-1937*, publiée par le Canadian Welfare Council, le 28 décembre 1936. Ce bulletin renferme certains passages qui ne sont assurément pas très encourageants. Par exemple, au bas de la page 4, je relève ce qui suit:

Actuellement, indépendamment de l'assistance à fournir aux gens des zones desséchées, les charges semblent devoir s'établir (au premier décembre) à un chiffre qui représente une augmentation de 6 à 8 p. 100 en regard des totaux de 1935.

Je présume que voilà un bulletin officiel sur la situation quant aux secours au Canada. Et encore, à la page 5, je relève le passage suivant:

Tandis que le chiffre-indice du commerce canadien accuse un redressement d'au-delà de 50 p. 100 par rapport à 1933 et que le chiffre de l'embauchage est de 30 p. 100 plus élevé, il faut bien nous rendre compte cependant que les totaux des chiffres concernant les secours aux chômeurs ne suivent pas la même marche; au contraire, ils n'accusent qu'une diminution d'environ 18 à 20 p. 100 sur les chiffres de la période correspondante, au plus fort de la crise.

Cette situation au point de vue de l'allègement du chômage a une cause dont on n'a pas parlé jusqu'ici. Nombre de membres de la Chambre et d'électeurs sont enclins à se moquer de ceux qui cherchent à signaler le grand changement opéré dans le monde au cours de la dernière décade ou probablement du dernier quart de siècle, un grand changement dû pour une large part au machinisme et à la diminution qui s'en est suivie du chiffre des salaires et des dividendes distribués aux consommateurs. La conséquence, c'est que la puissance d'achat parmi le peuple, mais non parmi les riches ou les banquiers, cela va de soi, est devenue déficitaire, d'où difficulté croissante d'accorder des emplois rémunérés. Cet état de choses est apparemment destiné à s'aggraver et à produire des conditions de moins en moins satisfaisantes qui appelleront des mesures de plus en plus artificielles, jusqu'à ce qu'on opère une réforme fondamentale dans la manière de faire face aux problèmes sociaux du monde moderne. Sachant fort bien que nombre de gens sont prêts à critiquer, je représente humblement et sincèrement à la Chambre que c'est un problème dont il faut rechercher et trouver la solution, et que la solution ne réside dans aucun des moyens préconisés jusqu'ici.

Pour poursuivre l'examen de quelques autres faits relatifs à la situation de l'allègement du chômage, la députation trouvera intéressant une couple d'autres extraits de ce magnifique résumé de la situation dans les diverses provinces. Je remarque qu'on a tendance à croire

[M. Blackmore.]

que les provinces de l'Ouest sont les seules à souffrir. Pour des raisons que j'aurai l'occasion d'énoncer dans la suite, il y a plus de souffrances dans les provinces des Prairies. Ce sont des raisons solides et bien établies même si elles ne sont généralement pas connues.

Je passe à la page 2 et je lis un passage qui a trait à la situation en Colombie-Britannique, la première des provinces qui soit mentionnée:

Mais le fléchissement des chiffres globaux relatifs à l'assistance pour le printemps et l'été, même s'il se prolonge dans l'automne, n'est pas tout à fait comparable pour la province entière à sa reprise économique incontestable, et les rapports d'octobre et du début de novembre accusent de nouveau une augmentation, ce qui signifie probablement que les charges pour l'hiver ne seront pas très inférieures à celles de 1934-1935.

Je relève à la même page un passage sur le Québec:

Toute la province de Québec semble accuser une augmentation joliment constante du nombre des assistés. Cela provient peut-être du coût des travaux entrepris pour l'allègement du chômage, cet été, et qui ont stimulé la demande d'emplois. Les entreprises achevées, un mouvement joliment automatique vers l'assistance s'est manifesté. La ville de Montréal, où un fort programme de travaux d'assistance est en voie d'exécution, accuse néanmoins la récente augmentation du recours à l'assistance, et qui est particulièrement marquée dans le cas des célibataires, dont plusieurs sont des gens de passage. La ville de Québec ressent encore l'effet de la forte diminution des cargaisons qui passent par ces ports, et il semble qu'il y ait aussi une légère augmentation du nombre des artisans sollicitant des secours.

Un bon nombre de gens ont tendance à penser que ceux qui ne travaillent pas ne désirent pas travailler. La teneur entière du passage que je viens de lire touchant Québec semblerait donner une impression toute différente. Je passe maintenant à la Nouvelle-Ecosse dont il est question à la page 3 où je lis ces mots:

Toutefois, la question des secours est encore comparable, dans l'ensemble de la province, aux conditions qui existaient durant une partie de 1934.

Voici maintenant pour le Nouveau-Brunswick:

Le besoin d'assistance n'a pas pris fin avec la cessation du secours direct, mais il reste comparable, dans les grands centres du moins, à la situation de 1934.

Les premiers mots que j'ai lus me donnent du souci:

Le besoin d'assistance n'a pas pris fin avec la cessation du secours direct.

Ce besoin, je le crains, nous allons le constater, avec toutes les misères qui en résultent dans le dominion, si nous ne sommes pas très prudents dans l'administration des secours.